

D'Athènes à Bruxelles, l'austérité pour unique horizon¹

L'offensive se mène sur tous les fronts. Aux quatre coins de l'Europe, les dits « acquis sociaux » font l'objet d'une attaque en règle, de plus en plus rageuse, par des gouvernements aux ordres. Soumis, en toute complicité, aux diktats communautaires. Salaires, pouvoir d'achat des travailleurs et conditions de travail sont dans la ligne de mire. Dans une Union européenne qui compte plus de 25 millions de chômeurs, l'objectif du retour à l'équilibre budgétaire au prix d'une casse sociale sans précédent est sans cesse répété comme un litanie de plus en plus vide de sens, tant il apparaît évident que la nature même des recettes imposées aux peuples mine au bout du compte les recettes publiques et débouche sur une nouvelle aggravation des déficits. « Ce n'était pas une bonne chose du FMI et de l'Europe d'imposer les mesures d'austérité à la Grèce et ce n'est certainement pas une bonne chose que l'Europe se concerte pour des mesures similaires et pour des plans de rigueur. L'Europe devrait soutenir l'Economie et pas la brider. En la bridant, l'Europe va tout droit en récession et ensuite en dépression. [...] Aujourd'hui, l'Europe veut un plan coordonné d'austérité. Si elle continue dans cette voie-là, elle court au désastre. » a très justement constaté et résumé le ministre grec des Finances, George Papaconstantinou, pourtant bien ancré à droite. Il est vrai que son pays – cinquième année de récession, un taux de chômage de plus de 25%, 54% pour les moins de 25 ans - se retrouve dans une situation d'endettement bien pire qu'au démarrage du plan de sauvetage international hors norme lancé en mai 2010 et censé lui éviter la faillite et un éclatement de la zone euro. Ce qui n'empêche pas M. Papaconstantinou et les cénacles européens d'appeler le peuple hellène à de nouveaux sacrifices, dans les salaires, les retraites, les revenus des fonctionnaires... Fatalement ?

Fatalité comme facilité

C'est ce que l'on veut nous faire croire. Dame ! « C'est la crise ». Il faudrait s'en faire une raison. Ce mot inquiétant et abstrait offre cet avantage d'exonérer de leurs responsabilités ceux qui – personnes privées, gavées par le système dominant, ou coalisées dans des groupements d'intérêts – pèsent de tout leur poids sur les orientations économiques de l'Europe. Et structurent les politiques nationales, et donc la réalité quotidienne des citoyens. Celle que vivent si douloureusement des millions de personnes en Europe et tant de nos compatriotes. Bref, puisque « les choses sont ce qu'elles sont », il faudrait s'y résoudre, accepter cette sorte de prédestination qui jette un manteau d'ombres sur les rouages du système dominant. Et les gouvernements foncent, comme soumis aux ordres d'une Europe obstinément et bêtement ultralibérale.

Au printemps dernier, l'Américain Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, s'en prenait rudement au consensus ambiant : les cures d'austérité que s'inflige l'Europe s'apparentent à un suicide économique. « Jamais, dans aucun grand pays, un programme d'austérité n'a réussi (...) La baisse de la croissance provoque le déficit, et non pas le contraire. Je pense que le choix de l'austérité va se traduire par un niveau élevé de chômage qui sera politiquement intenable et aggravera le niveau des déficits ». Et il appelait, au contraire, les pays européens les plus riches à investir davantage dans les infrastructures, l'éducation et la technologie : « Les rendements de ces investissements sont plus importants que leurs coûts ». En concluant : « J'espère que le débat portera sur la question de savoir ce que l'on peut faire pour promouvoir la croissance et non pas de savoir comment faire pour s'étrangler les uns les autres ». Espoir bien vain à ce jour.

Le cas de l'Espagne

L'exemple espagnol est, à cet égard, fort éclairant. L'économie prend l'eau de toutes parts, coulée par la cure d'austérité imposée à doses létales depuis la fin 2011. Les prix à la consommation ne cessent de grimper, minant la consommation. Le PIB est en recul constant (- 1,6% au troisième trimestre). Mais le gouvernement de droite persiste, prétendant ramener le déficit public de 9,4% (en 2011) à ... 2,8% en 2014, il se rue dans une politique de rigueur toujours plus insupportable pour trouver 150 milliards d'euros d'ici deux ans. Comment ? En sabrant dans les dépenses publiques et par de nouvelles hausses d'impôts. Et en reportant ainsi toute possibilité de reprise à la Saint Glin-Glin. Une politique qui, si elle respecte les diktats européens et du FMI, ne fera qu'aggraver l'état du malade. Le taux de chômage est passé à près de 25% et devrait s'aggraver encore.

¹ Par Maurice Magis, chargé de la communication à l'ACJJ – novembre 2012

Même situation chez son voisin ibérique. Le gouvernement portugais a décidé le 31 octobre d'adopter une potion bien amère : une augmentation des taxes qui touchera essentiellement les petits revenus, une diminution des retraites et des allocations de chômage et de maladie. Il a maintenant fait appel aux « experts » du FMI pour identifier de nouvelles coupes budgétaires et réduire les dépenses publiques de 4 milliards d'euros. Au total, et alors que la grogne sociale ne cesse d'enfler, ces mesures ne feront qu'aggraver la situation critique du pays, où l'économie doit reculer cette année de 3% tandis que le taux de chômage devrait avoisiner les 16%. La même tendance peut s'observer dans la plupart des pays du Sud comme l'Italie ou la Grèce. Selon le FMI, on peut miser cette année sur une récession de 6% dans ce dernier pays, de 2,3% en Italie, de 1,5% en Espagne. Et les choses ne devraient pas s'améliorer l'an prochain alors que la dette publique explosera dans tous ces pays.

Mais il n'y a pas que sur le pourtour méditerranéen que la chasse aux conquêtes sociales, déjà si mal en point, bat son plein. Alors que les pays scandinaves ont choisi de tenter la voie de la relance (mais avec une fiscalité lourde pour financer les services collectifs), plus au Sud, à notre frontière nord, aux Pays-Bas, la majorité sortie récemment des urnes a entonné une tout autre chanson. La coalition qui unit les libéraux aux sociaux-démocrates s'est accordée sur un programme de gouvernement qui promet 16 milliards d'euros d'économie, soit, s'est glorifié le Premier ministre libéral Mark Rutte, « une économie de 1000 euros par néerlandais ». A la carte, notamment, le passage de l'âge de la pension de 65 à 67 ans dans les prochaines années, une réduction sévère de l'aide aux pays sous-développés, l'annonce d'une réduction de l'impôt sur le revenu qu'il faudra bien compenser budgétairement. Coût annoncé, 23 milliards à trouver dans une sévère réduction de la voilure des dépenses publiques afin de limiter le déficit de l'Etat à 1,5% du PIB d'ici 2017, traité de Maastricht oblige. Résultat, le budget de la santé sera passé au scalpel (pour 5 milliards d'euros) et ce sont donc les patients qui passeront à la caisse. Les allocations de chômage seront réduites, alors que le taux de chômage ne cesse d'augmenter, et les salaires des fonctionnaires seront gelés. Il coûtera plus cher de contracter des emprunts immobiliers. Et les entreprises pourront licencier à moindre coût. Les Pays-Bas justifient ainsi une nouvelle fois leur statut de bon élève de la classe européenne.

En France, le gouvernement socialiste a annoncé une série de mesures sur la compétitivité dont un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros pour les entreprises financé par une baisse des dépenses publiques, une hausse de la TVA ou une fiscalité écologique. Les réactions n'ont pas tardé. Si la droite ironise, à gauche, la fronde grandit, dans les syndicats et jusque dans les rangs du PS. André Chassaigne, président du groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale s'est montré sévère : « On reste enfermé dans le postulat que c'est le coût du travail qui freine la croissance économique ». « Ces mesures considèrent qu'il faut financer l'investissement du privé de façon prioritaire mais au détriment de l'investissement public », a-t-il déploré. Ainsi, « on fait l'impasse complète sur le coût du capital, les prélèvements financiers des entreprises c'est-à-dire les intérêts, les dividendes aux actionnaires ».

Vu d'Allemagne

Mais pourquoi changer une politique qui perd, quand on nous serine sans cesse qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité ? Pourtant, constatait à la mi-octobre, le sociologue Mateo Alaluf, professeur émérite à l'ULB, dans la *Libre Belgique*, cette voie « doit être évitée, parce qu'elle a montré ses effets néfastes. Les pays qui l'ont appliquée massivement, en particulier ceux qui étaient sous la contrainte de la Commission, de la Banque européenne et du FMI, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, ont bien vu que chaque mesure d'austérité n'a fait qu'aggraver la situation, au lieu de la redresser. Les économistes, d'ailleurs, sont très largement d'accord pour dire qu'en période de récession, le pire des remèdes est une politique d'austérité. ». Un discours encore largement iconoclaste.

Si souvent citée comme l'exemple à suivre en matière de réformes structurelles nécessaires pour sortir de la mouise, l'Allemagne est-elle cet Eden de toutes les réussites, la référence ultime ? Là encore, danger ! Sans attendre les coups de boutoirs des eurocrates, Berlin a largement anticipé avec l'« Agenda 2010 » lancé il y a une dizaine d'années par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. Qu'y trouvait-on ? L'âge légal de la pension était porté progressivement à 67 ans. Les cotisations sociales étaient revues à la hausse quand les pensions chutaient à 46% du salaire. Un certain nombre d'avantages fiscaux des retraités étaient largement rognés. Histoire, sans doute, d'« encourager » les futurs anciens à participer à des fonds d'épargne-pension privés. Bye-bye, l'Etat social. Les fameuses « lois Hartz », du nom de cet ancien directeur du personnel chez Volkswagen (il

a dû en démissionner en 2005 à la suite d'une affaire de corruption), appliquées entre 2003 et 2005, ont alors pris pour cible les demandeurs d'emplois, présumés coupables de leur situation. En vertu de ces réformes, toujours sous la houlette du chancelier Schröder, un chômeur doit accepter tout poste proposé par l'agence pour l'emploi, même avec un salaire inférieur à son indemnité de chômage. Des « mini jobs » sont créés, maxiprécaires et rémunérés moins de 400 euros par mois, des « emplois » pour lesquels les entreprises ne paient pas de cotisations sociales. Evoquons encore en vrac la mise à sac des droits des sans-emplois (dont l'allocation est passée de 32 à 12 mois. Par la suite, ils ne perçoivent plus qu'un revenu de survie...revu à la baisse si le conjoint travaille, si le couple gagne plus de 13 000 euros par an ou si des proches ont des économies).

Résultat, la précarité et la pauvreté ont explosé dans l' « économie la plus compétitive du monde » alors que les 10% les plus fortunés de la population se partagent plus de la moitié des richesses du pays. Est-ce là que les autres gouvernements doivent puiser leur inspiration ?

Belgique : c'est parti !

En Belgique, pays des compromis historiques gauche-droite, le train de la rigueur est bien lancé. Rappelons que le gouvernement Di Rupo a lui aussi attaqué de front les chômeurs. Depuis le 1^{er} novembre, les allocations sont appelées à diminuer : de 12% pour les chefs de ménage, 17,5% pour les isolés, 40% pour les cohabitants. Selon Bernard Antoine, directeur de la Fédération des CPAS de Wallonie, cette dégressivité enverra de 20 à 25 000 personnes vers les centres publics d'aide sociale. Cela, alors que les faillites se multiplient, accélérées par le recul de la consommation.

Le gouvernement s'est en outre engagé à revenir à l'équilibre budgétaire en 2015. Depuis sa mise en place, il a trouvé quatorze milliards d'économies. Un exercice qu'il entend poursuivre. Comment ? Il fallait trouver rapidement quatre milliards supplémentaires pour répondre à l'exigence européenne d'un déficit de 2,15% du PIB en 2013. Tout le monde, dans la majorité, est d'accord sur ce chiffre. On a évoqué une hausse de la TVA, un saut d'index. Difficile à assumer par le PS, pisté par les syndicats. Saut d'index, TVA ? Un « catalogue d'horreurs » pour la secrétaire générale du syndicat socialiste, Anne Demelenne. Même appréciation de la part du président du syndicat chrétien flamand, Marc Leemans : le saut d'index reviendrait à « une taxation supplémentaire de 2% sur les travailleurs ». Le gouvernement pourrait lancer la procédure des douzièmes provisoires, au cas où le budget ne serait pas bouclé à temps pour que le Parlement puisse encore le voter avant la fin de l'année mais de toute manière, les couches populaires passeront à la caisse, d'autant qu'il est question hausse des accises et du précompte mobilier qui toucherait aussi les petits épargnants. La perspective d'une (légère) hausse de l'impôt des sociétés, dont l'application pratique semble bien compliquée, ou d'une taxation, tout aussi incertaine, des plus-values ne suffiraient pas à rééquilibrer un paquet d'économies bien peu « socialistes ». Les entreprises et les couches les plus favorisées, largement à l'abri de toutes ces tractations, croient pouvoir dormir tranquilles. Il n'empêche, plusieurs centrales et régionales de la FGTB ont appelé à une grève générale le 14 novembre à l'occasion de la journée d'action organisée par la Confédération européenne des syndicats contre les mesures d'austérité imposées dans l'UE. Des actions sont également programmées, notamment en Grèce, en Espagne, en Italie et en France. Le début d'une plus vaste mobilisation ?